

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Rapport financier trimestriel pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Table des matières

- Introduction
- Mandat
- Méthode de présentation
- Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs à ce jour
 - Changements importants aux autorisations
 - Changements importants touchant les dépenses trimestrielles
- Risques et incertitudes
- Changements importants touchant le fonctionnement, le personnel et le programme
- Approbation des hauts fonctionnaires
- Annexe

Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par la Directive sur les normes comptables : GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères. Le présent rapport financier trimestriel devrait être lu parallèlement au [Budget principal des dépenses de 2026–2027](#).

Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen externe.

Mandat

L'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR) est un organisme de surveillance externe indépendant qui relève du Parlement. Créé en juillet 2019, l'OSSNR examine les activités du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Rapport financier trimestriel pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026

afin de déterminer si elles sont légales, raisonnables et nécessaires. L'Office de surveillance enquête également, de manière indépendante et en temps opportun, sur les plaintes déposées par le public concernant les activités du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), ainsi que sur certaines autres plaintes liées à la sécurité nationale.

Le Secrétariat de l'OSSNR appuie l'Office de surveillance dans l'exercice de son mandat. Le contrôle indépendant contribue à renforcer le cadre de responsabilisation pour les activités de sécurité nationale et de renseignement, et à accroître la confiance du public. Ainsi, les ministres et les Canadiens sont informés quant à savoir si les activités de sécurité nationale et de renseignement entreprises par les institutions du gouvernement du Canada sont légales, raisonnables et nécessaires.

Une description sommaire des activités du Secrétariat de l'OSSNR se trouve dans la [partie II du Budget principal des dépenses](#). Pour en savoir plus sur [le mandat de l'OSSNR](#), consultez son site web.

Méthode de présentation

Le présent rapport a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint au rapport présente les autorisations de dépenser accordées au Secrétariat de l'OSSNR par le Parlement ainsi que les autorisations que le Secrétariat de l'OSSNR a utilisées, conformément au Budget principal des dépenses pour l'exercice 2026–2027. Le rapport financier trimestriel a été préparé à l'aide d'un référentiel d'information financière à usage particulier (comptabilité de caisse) conçu pour répondre aux besoins d'information financière liés à l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Rapport financier trimestriel pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026

limites annuelles, ou par l'entremise de lois, sous forme d'autorisations législatives de dépenser à des fins déterminées.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs à ce jour

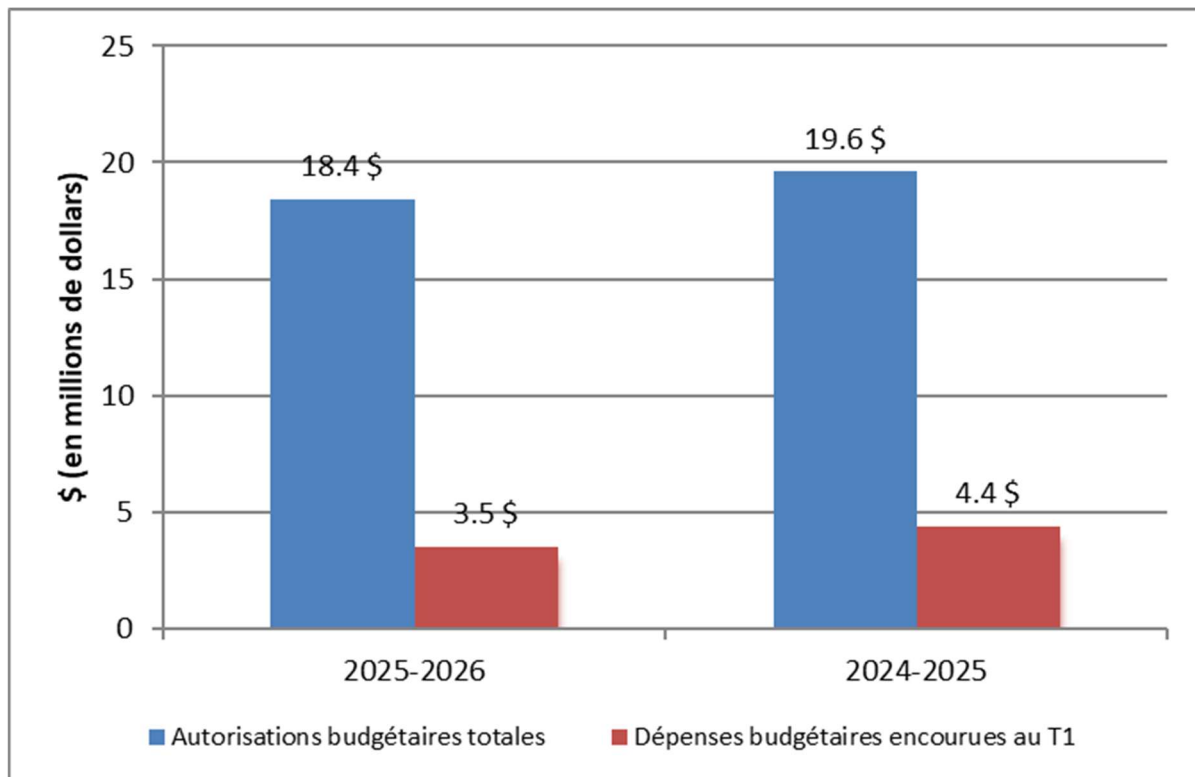
La présente section expose les éléments importants qui ont contribué à l'augmentation nette ou à la diminution nette des autorisations disponibles au cours de l'exercice et des dépenses réelles durant le trimestre qui s'est terminé le 30 juin 2026.

Le Secrétariat de l'OSSNR avait dépensé environ 19 % de ses autorisations à la fin du premier trimestre, comparativement à 22 % durant le même trimestre en 2025–2026 (voir le graphique 1).

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Rapport financier trimestriel pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026

Graphique 1 : Comparaison des autorisations budgétaires et des dépenses budgétaires nettes cumulatives au premier trimestre des exercices 2026–2027 et 2025–2026



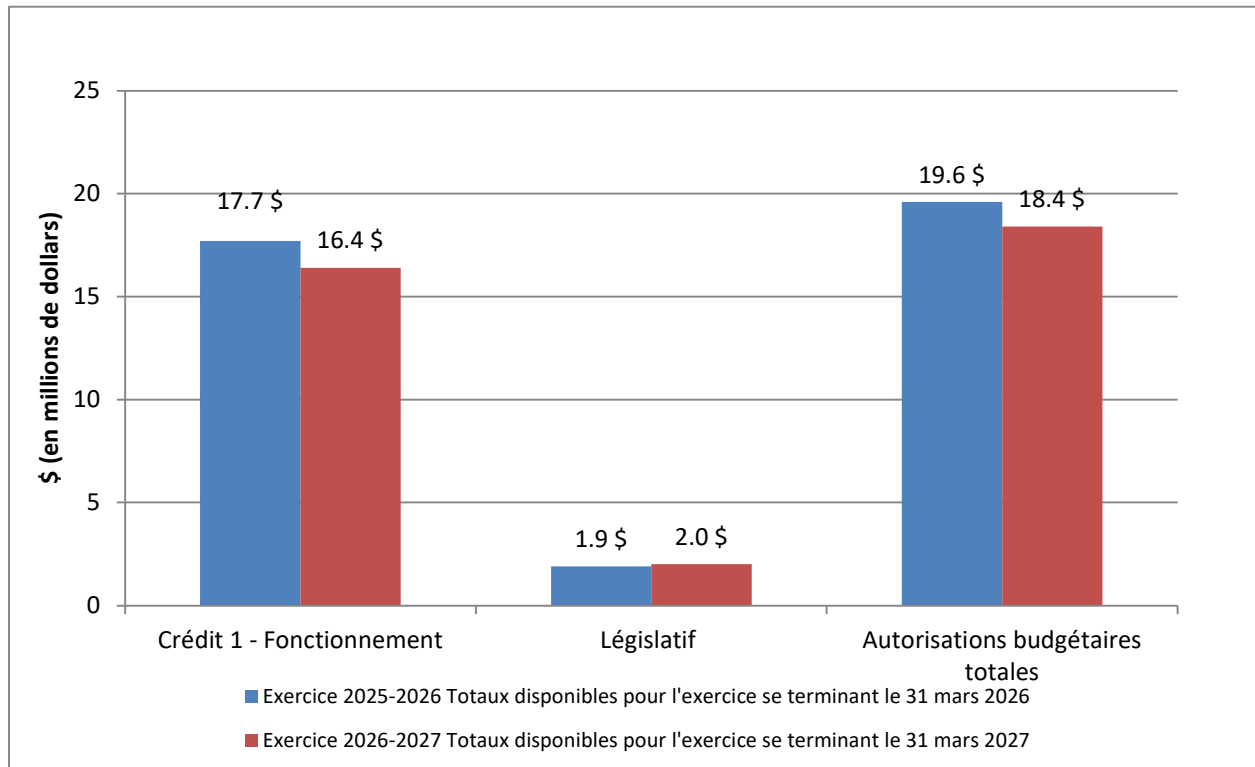
Changements importants aux autorisations

Au 30 juin 2026, le Parlement avait approuvé 18,4 millions de dollars d'autorisations totales à utiliser par le Secrétariat de l'OSSNR pour 2026-2027, contre 19,6 millions de dollars au 30 juin 2025, soit une diminution nette de 1,2 millions de dollars ou 6,1 % (voir graphique 2).

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Rapport financier trimestriel pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026

Graphique 2 : Variation des autorisations au 30 juin 2026



Les chiffres ayant été arrondis, la somme des détails peut ne pas correspondre aux totaux.

La diminution de 1,2 million de dollars des autorisations budgétaires s'explique par les compressions budgétaires fédérales effectuées dans l'examen exhaustif des dépenses.

Changements importants touchant les dépenses trimestrielles

Les dépenses du premier trimestre ont totalisé 3,5 millions de dollars, soit une diminution de 0,9 million de dollars par rapport aux 4,4 millions de dollars de dépenses engagées au cours de la même période en 2025–2026. Le tableau 1 présente les dépenses budgétaires par article courant.

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Rapport financier trimestriel pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026

Tableau 1

Changements dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2026-2027: crédits utilisés pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026	Exercice 2025-2026: crédits utilisés pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2025	Variation en \$	Variation en %
Personnel	3 340	4 070	(730)	(18%)
Transports et communications	29	46	(17)	(37%)
Information	10	0	10	100%
Services professionnels et spéciaux	162	270	(108)	(40%)
Location	0	1	(1)	(100%)
Services de réparation et d'entretien	0	16	(16)	(100%)
Services publics, fournitures et approvisionnements	3	4	(1)	(25%)
Acquisition de matériel et d'outillage	0	0	0	0%
Autres subventions et paiements	4	2	2	100%
Dépenses budgétaires brutes totales	3 548	4 409	(861)	(20%)

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués

Personnel

Cette diminution de 730 000 \$ s'explique par une réduction des effectifs résultant des compressions budgétaires fédérales dans le cadre de l'exercice de l'examen exhaustif des dépenses.

Services professionnels et spéciaux

Cette diminution de 108 000 \$ s'explique par une réduction du nombre de consultants, suite aux compressions budgétaires fédérales effectuées dans le cadre de l'exercice de l'examen exhaustif des dépenses.

Risques et incertitudes

Pour s'acquitter de son mandat, l'OSSNR doit exercer ses activités avec l'indépendance qui sied à un organisme de surveillance impartial. Parmi les principaux éléments de l'indépendance institutionnelle figurent la capacité de gérer de façon autonome les fonds publics qui nous ont été accordés par le

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Rapport financier trimestriel pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026

Parlement pour nous permettre de remplir notre mandat, ainsi que le caractère suffisant de ces fonds.

Les engagements supplémentaires substantiels qui ont été annoncés à l'égard des priorités en matière de défense et de sécurité nationale auront une incidence concrète sur le volume des activités relevant de nos responsabilités législatives actuelles. À cela s'ajoutent les mandats élargis découlant de la mise en œuvre du projet de loi C-20, Loi établissant la Commission des plaintes et de l'examen du public et modifiant certaines lois et certains instruments législatifs, ainsi que les nouveaux pouvoirs envisagés dans le cadre du projet de loi C-2, Loi concernant certaines mesures relatives à la sécurité de la frontière entre le Canada et les États-Unis et concernant d'autres mesures connexes en matière de sécurité.

Nous devons donc assumer des responsabilités accrues tout en étant simultanément invités par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) à atteindre des cibles d'économies prédéterminées dans le cadre de l'Examen exhaustif des dépenses.

Cette situation pourrait nuire à notre capacité de nous acquitter efficacement de notre mandat.

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Rapport financier trimestriel pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026

Changements importants touchant le fonctionnement, le personnel et le programme

Il n'y a eu aucun changement au programme du Secrétariat de l'OSSNR.

Approbation des hauts fonctionnaires :

Lawrence Mangano
Directeur général per intérim

Amanda Wark
Directeur financier par intérim

Ottawa, Canada

Date :

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Rapport financier trimestriel pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026

Annexe

État des autorisations (non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2026–2027			Exercice 2025–2026		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2027 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2025	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses nettes de fonctionnement	16 389	3 036	3 036	17 697	3 932	3 932
Autorisations législatives budgétaires						
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 049	512	512	1 908	477	477
Autorisations budgétaires totales (note 2)	18 438	3 548	3 548	19 605	4 409	4 409

Note 1 : N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2 : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Rapport financier trimestriel pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié)

(en milliers de dollars)	Exercice 2026–2027			Exercice 2025–2026		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2027 (note 1)	Dépensées durant le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2026	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026 (note 1)	Dépensées durant le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2025	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses						
Personnel	14 545	3 340	3 340	14 377	4 070	4 070
Transports et communications	183	29	29	497	46	46
Information	21	10	10	42	0	0
Services professionnels et spéciaux	3 392	162	162	4 169	270	270
Location	195	0	0	281	1	1
Services de réparation et d'entretien	41	0	0	72	16	16
Services publics, fournitures et approvisionnements	50	3	3	74	4	4
Acquisition de matériel et d'outillage	11	0	0	93	0	0
Autres subventions et paiements	0	4	4	0	2	2
Dépenses budgétaires brutes totales (note 2)	18 438	3 548	3 548	19 605	4 409	4 409

Note 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.